

# Louis Michel

## «Le gouvernement danois veut flatter l'extrême droite»

### LES PHRASES CLÉS

«Ce qui m'a fait bondir, c'est que le débat était cadenassé.»

«On n'est quand même pas naïf, on sait quand même bien que la plupart des migrants n'emmènent pas avec eux des moyens colossaux.»

«Si on veut ouvrir un débat sur la migration encadrée, économique, je ne suis pas opposé à cela.»

### INTERVIEW

VINCENT GEORIS

**L**e parlement danois a voté hier deux lois, contestées en Europe, sur la confiscation des biens des demandeurs d'asile pour payer leur séjour et sur le durcissement des conditions de regroupement familial.

Pour la majorité des députés européens, ces législations sont en conflit avec les valeurs de l'Union européenne. Lundi, les ministres danois des Affaires étrangères Kristian Jensen et de l'Immigration Inger Støjberg étaient convoqués par la commission des Libertés civiles (Libe) du Parlement européen pour s'expliquer. La séance a duré à peine une heure et quart. Elle a provoqué un grand malaise, d'autant que les ministres danois sont restés sourds à la critique.

Louis Michel a tenté de défendre sa position. On ne lui en a pas laissé le temps. Le député libéral ne s'est pas laissé faire, ce n'est pas dans ses habitudes. La vidéo de son intervention, où l'on voit le père du Premier ministre se fâcher devant ses pairs, circulait hier dans la presse danoise.

#### **Vous avez piqué une colère en commission parlementaire. Que s'est-il passé?**

Ce qui m'a fait bondir, c'est que le débat était cadenassé. Les deux ministres danois étaient là. Les coordinateurs du débat ont pu s'exprimer. J'avais préparé une intervention sur le fond. J'ai demandé la parole le premier, et on ne me l'a pas donnée. J'ai dû réclamer une motion d'ordre sur la procédure. Et j'ai dit mon sentiment.

Ce qui me choque, c'est que la présidente de cette commission, Kinga Gál, une Hongroise qui défend le Premier ministre Orban, semble avoir un problème dès que je veux prendre la parole.

**On vous a empêché de donner votre position sur le fond, la loi de confiscation des**

#### **biens des migrants. Quelle est-elle?**

Ce qui se passe au Danemark est infiniment moins grave que les dérives qui ont lieu en Hongrie ou en Pologne, où la télévision et la radio sont muselées, l'indépendance de la magistrature et de l'armée mises à mal. Mais, en même temps, ce qui se passe au Danemark ne doit pas non plus être minimisé. J'ai l'intime conviction, après avoir entendu les deux ministres, que cette confiscation de biens ne va rien rapporter. Ça pourrait d'ailleurs coûter plus cher au Danemark que cela ne leur rapportera. Ensuite, il y a cette notion très floue de «valeur sentimentale» pour déterminer les biens qui ne seront pas confisqués. Comment juger que tel ou tel bijou a une valeur sentimentale ou pas? À première vue, il est prévu que ce soit le policier qui le fasse. Si le migrant refuse, il pourra faire appel à une juridiction. Mais quel est le migrant qui va aller en justice? Neuf fois sur dix, ce migrant ne connaît même pas ses droits.

#### **Quelle stratégie poursuit le gouvernement danois?**

Dans le fond, ce que le gouvernement danois fait, c'est prendre une mesure qui ressemble à de la gesticulation symbolique pour flatter l'extrême droite. Il veut la flatter. J'ai l'impression que le gouvernement danois actuel, minoritaire, envoie un signal à l'extrême droite. Je ne peux pas admettre que l'on reste silencieux par rapport à cela. Je ne peux d'autant plus l'admettre qu'il y a des libéraux dans le gouvernement danois. Car moi-même, comme libéral, je me suis opposé à ce qui s'est passé en Hongrie, même si c'est infiniment plus grave. Il n'y a pas de petit vice, ni de grand vice. Ici, on touche aux valeurs fondamentales de l'Europe, et c'est important, en tant que libéral, que je m'y oppose. Je ne suis pas d'accord avec cela, et je le dénonce.

#### **Vous êtes totalement contre?**

Si les migrants peuvent contribuer à leur hébergement, je ne suis pas contre le fait qu'ils le fassent. Mais on n'est quand même pas naïf, on sait quand même bien que la plupart des migrants n'emmènent pas avec eux des moyens colossaux. Ce sont des gens qui ont rassemblé vite fait quelques moyens et qui partent. Mais ici, ils se donnent le droit de confisquer au-delà de 1.340 euros.

#### **Que préconisez-vous pour sortir de la crise des réfugiés?**

Je ne suis pas opposé à ce qu'on rétablisse temporairement les contrôles aux frontières de manière à filtrer. Les migrants économiques, qui ne sont pas dans les conditions de Dublin et ne sont pas dans le statut de réfugiés, doivent rentrer chez eux.

Ceci dit, si on veut ouvrir un débat sur la

migration encadrée, économique, je ne suis pas opposé à cela. Je suis pour une politique qui respecte scrupuleusement les valeurs humanistes et les traités de l'Union européenne, mais, en même temps, je ne suis pas pour le laxisme.

#### **Pensez-vous que les accords de Schengen sont en danger?**

Oui. Il va falloir réaménager Schengen. Les frontières de l'Europe devront être un peu mieux contrôlées. Pas pour punir, mais pour qu'on puisse disposer des informations minimales à ce niveau.

#### **Les crises se sont accumulées ces derniers temps. La débâcle économique et financière de 2008, la crise grecque, puis celle des réfugiés et, dans les semaines qui vien-**

#### **nent, le Brexit. L'Union européenne n'est-elle pas en danger?**

Non, ça, je ne pense pas. Tôt ou tard, on se rendra compte que la solution n'est pas moins d'Europe. Que la solution, c'est toujours plus d'Europe. Cela met en évidence que, dans le fond, les institutions n'étaient pas en ordre de marche pour assumer un élargissement aussi rapide. D'abord, on aurait pu expliquer aux citoyens que ce n'était pas un vrai élargissement, mais bien la réunification de l'Europe. La plupart des États qui sont entrés dans l'Union sont européens, au même titre que les pays fondateurs.

#### **Ce qui n'est pas le cas de la Turquie. Ne pensez-vous pas que la manière dont on a traité ce pays est aussi une des causes du problème?**

Je pense qu'on ne s'est pas comporté comme on l'aurait dû avec la Turquie. On aurait pu

être un peu moins brutal. Pas moins souple, car il faut faire respecter tous les critères de Copenhague, les mêmes conditions que pour tout autre État membre de l'Union européenne. Mais lorsque l'ancien président français Giscard d'Estaing vient dire que la Turquie n'a pas sa place en Europe pour des raisons religieuses, ça, c'est évidemment envoyer un message catastrophique. On a instrumentalisé les négociations d'adhésion de la Turquie. On a fait peur aux citoyens. Mais ce pays, avec ses nonante millions de citoyens, ne va pas quitter notre voisinage. Elle est là, et y sera éternellement. Alors si on veut donner à la jeunesse turque comme seule alternative de se jeter dans d'autres bras que les bras démocratiques de l'Europe, je ne suis pas d'accord avec cela.

Il ne fallait pas laisser se développer ce discours malfaisant qui consiste à dire que parce qu'ils sont une majorité de musulmans, ils n'ont pas leur place en Europe. La Turquie est toujours un État laïque. On n'aide pas les modernes en Turquie en se comportant comme on le fait. Je suis contre ce discours qui consiste à dire que l'Europe doit être chrétienne ou pas du tout. L'Europe

actuelle est multiculturelle et fondée sur la laïcité. Pas un seul texte ne mentionne que le critère de l'adhésion est la religion.